

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 4 décembre 1962

La séance est ouverte à deux heures et demie.

### LES COMPTES PUBLICS

ADOPTION DU PREMIER RAPPORT DU  
COMITÉ PERMANENT

**M. Alan Macnaughton (Mont-Royal)** présente le 1<sup>er</sup> rapport du comité permanent des comptes publics et en propose l'adoption.

La motion est adoptée.

(Texte)

### LE NATIONAL-CANADIEN

MODIFICATION DU TRAITEMENT DU  
PRÉSIDENT

**M. Gilles Grégoire (Lapointe)**: En l'absence du député de Villeneuve (M. Caouette) et à sa demande, puis-je demander le consentement unanime de la Chambre pour présenter son bill.

**M. l'Orateur**: Est-ce que l'honorable député de Lapointe a le consentement unanime de la Chambre pour présenter le bill du député de Villeneuve?

**Des voix**: Oui, oui, oui.

**Des voix**: Non, non.

(Traduction)

### LA DÉFENSE NATIONALE

LES ARMES NUCLÉAIRES—À PROPOS D'UNE DÉCLARATION DU MINISTRE DU COMMERCE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition)**: Monsieur l'Orateur, d'après les nouvelles, on aurait demandé hier au ministre du Commerce si le Canada possède des armes nucléaires à l'heure actuelle et il aurait répondu: «Non, pas que je sache». Étant donné cette réponse, puis-je demander au premier ministre de dire à toute la Chambre, y compris ses collègues du cabinet, si le Canada possède ou non des armes nucléaires à l'heure actuelle?

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre)**: Je suis certain que le ministre n'a jamais fait la déclaration en question, car chacun de mes collègues sait déjà, tout comme la Chambre, que nous n'en avons pas.

**L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce)**: Me serait-il permis de répondre au chef de l'opposition? J'ai dit que les armes utilisées par nos forces armées outre-mer pouvaient porter des charges atomiques, et le journaliste a mal compris et a pensé que je voulais parler d'armes atomiques.

**L'hon. M. Pearson**: Une question supplémentaire au ministre du Commerce. Pourrait-il expliquer à la Chambre le sens de la réponse qu'il aurait faite à Toronto hier, soit que les ministères du gouvernement, autres que celui de la Défense nationale, sont tous trop grands pour que chaque ministre connaisse les détails au sujet des armes atomiques?

**L'hon. M. Hees**: Je répondrai avec grand plaisir au chef de l'opposition. Le journaliste m'a posé certaines questions de détail sur les armes utilisées par nos forces armées et j'ai répondu que, pour obtenir des renseignements détaillés sur ces armes, il devrait, bien sûr, s'adresser à mon collègue le ministre de la Défense nationale.

**L'hon. M. Pearson**: Alors on vous aura mal cité.

**L'hon. M. Hees**: Non, aucunement.

**M. l'Orateur**: A l'ordre! J'espère que nous n'allons pas nous engager en ce moment dans un petit débat sur la défense nationale. La parole est à l'honorable député de Bonavista-Twillingate.

**M. Herridge**: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre...

**M. l'Orateur**: A l'ordre! J'avais l'impression que l'honorable député de Bonavista-Twillingate prenait la parole pour poser une question complémentaire, mais si tel n'est pas le cas, alors...

**L'hon. M. Pickersgill**: Vous aviez parfaitement raison, monsieur.

**M. l'Orateur**: Alors je lui cède la parole.

**L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate)**: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question complémentaire au ministre au sujet de ses intéressants voyages à l'université de Toronto. Le ministre expliquerait-il à la Chambre la déclaration qu'on lui attribue à propos d'une étude de la loi canadienne contre les coalitions qui serait entreprise à Ottawa, pour chercher des